

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 19 novembre 2014

Direction de l'instruction publique

33 2014.RRGR.331 Motion 091-2014 PS-JS-PSA (Marti, Berne)

Accueil des enfants pendant les vacances scolaires: soutien des communes par le canton

N° de l'intervention: 091-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 20.03.2014
Déposée par: PS-JS-PSA (Marti, Berne) (porte-parole)
Les Verts (Imboden, Berne)
Studer (Niederscherli, UDC)
Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD)
Kohli (PBD, Berne)
Desarzens-Wunderlin (Boll, PLR)
Grimm (Berthoud, pvl)
Beutler-Hohenberger (Gwatt, PEV)
Cosignataires: 31
N° d'ACE: 1120/2014 du 10 septembre 2014
Direction: INS

Accueil des enfants pendant les vacances scolaires: soutien des communes par le canton

Le Conseil-exécutif est chargé de soutenir activement les communes qui mettent en place des structures d'accueil pour les enfants pendant les vacances scolaires (centres aérés). Les mesures suivantes seront prises notamment :

Réunir des exemples de bonnes pratiques et les faire connaître.

Conseiller les communes et les soutenir dans la mise en place de centres aérés (p. ex. détermination des besoins dans la commune, mise en place et gestion des centres aérés).

Envisager que le canton participe au financement des centres aérés (p. ex. dans le cadre de l'OPIS).

Développement

Comme le montrent les chiffres de l'année scolaire 2011/2012, 158 communes ou syndicats de communes proposent des modules d'école à journée continue. 83 pour cent des écoliers et écolières du canton (les élèves de l'école enfantine compris) ont ainsi accès à des structures d'accueil, 53 pour cent à des structures proposées à plein temps. Alors que l'école à journée continue se généralise progressivement, bien des communes commencent tout juste à proposer des centres aérés. Actuellement, 33 pour cent des enfants ont accès à un centre aéré.

La demande est grande car pour les parents qui travaillent, le centre aéré est la seule possibilité de prise en charge à la semaine. En effet, si les écoliers et écolières ont 13 ou 14 semaines de vacances par an, les parents n'en ont eux généralement que quatre ou cinq.

Il est en outre important que les tarifs des centres aérés soient abordables. Il faut donc envisager la participation des pouvoirs publics (canton et communes). Les grandes communes ont développé des modèles intéressants, dans certains cas en collaboration avec l'école à journée continue, les organisations d'animation de jeunesse ou des prestataires privés. Ces expériences pourraient être mises à profit.

Outre leur intérêt pédagogique, les écoles à journée continue qui font aussi office de centre aéré jouent un rôle économique puisqu'elles permettent aux deux parents de travailler. Les mères en particulier peuvent rester actives professionnellement et générer ainsi une plus-value pour le canton et les régions. Cela vaut la peine pour le canton et les communes d'investir non seulement dans l'école à journée continue, mais aussi dans les centres aérés.

Réponse du Conseil-exécutif

Favoriser la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle répond à la volonté politique du Conseil-exécutif et du Grand Conseil. Le soutien de la famille est en effet inscrit dans les orientations stratégiques de la Stratégie de la formation 2009, qui précise que la politique de la formation et la politique familiale doivent être accordées entre elles et que, dans ce contexte, la conciliation entre vie de famille et vie professionnelle doit être prise en compte.

S'engager dans son travail et pour sa famille est le vœu de nombreuses personnes. Des conditions favorables à la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle offrent plus de liberté aux familles pour choisir le mode de vie qui leur convient le mieux. La possibilité d'une passerelle entre famille et travail permet en outre à beaucoup de familles de gagner un revenu suffisant pour assurer leur existence.

La conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle ne bénéficie pas qu'aux parents, elle profite aussi à l'ensemble de la population en permettant aux familles d'assurer leur subsistance, en favorisant l'intégration et en influant de manière positive sur l'égalité des chances entre les enfants.

Les entreprises en retirent elles aussi un avantage : des conditions de travail propices à la vie familiale renforcent le lien des collaborateurs et collaboratrices avec l'entreprise, ce qui n'est pas négligeable au vu de l'évolution démographique. Si les entreprises se positionnent vis-à-vis de l'extérieur comme favorables à la famille, cela se répercutera positivement sur le recrutement du personnel.

Permettre aux individus de concilier emploi et vie de famille profite donc à l'économie dans son ensemble et augmente l'attrait du canton de Berne, notamment pour les entreprises en quête d'un endroit où s'implanter. Créer des structures favorables aux familles est par conséquent l'objectif commun des entreprises, du canton et des communes.

Selon les conclusions d'une étude menée dans le cadre du Programme national de recherche « Egalité entre hommes et femmes » (PNR 60), une meilleure offre de prise en charge renforce par ailleurs l'égalité entre hommes et femmes : un plus grand nombre de structures d'accueil pour les enfants incite les pères à réduire leur taux d'occupation et favorise ainsi une répartition égalitaire des tâches professionnelles et familiales, ce qui à son tour se répercute de manière positive sur les possibilités de carrière des mères. L'accueil extrafamilial des enfants contribue ainsi grandement à l'égalité entre hommes et femmes.¹

Dans ce contexte, les écoles à journée continue constituent une véritable réussite dans le canton de Berne, comme l'a souligné le Conseil-exécutif à plusieurs reprises. Toutefois, la prise en charge des enfants pendant les vacances scolaires est lacunaire. Durant cette période, les répondants et répondantes ont en effet besoin d'une offre d'accueil supplémentaire pour leurs enfants, laquelle n'est pas facile à trouver. Face à cette situation difficile, différentes communes ont réagi. Ainsi, en 2013-2014, 18 communes ont mis en place des structures d'accueil pour les enfants pendant les vacances scolaires (centres aérés) sans subvention du canton.

Le Conseil-exécutif est prêt à fournir une contribution pour optimiser la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle également pendant les vacances. A cet effet, lors de sa séance du 30 avril 2014 consacrée à la stratégie de politique familiale du canton de Berne (ACE 574/2014), il a décidé de privilégier dans un premier temps les mesures qui permettent aux familles de produire un revenu suffisant pour subvenir à leurs besoins. La mise en place de centres aérés subventionnés pendant les vacances scolaires fait partie des mesures décrites dans le rapport.

¹ L'étude de l'INFRAS et du *Schweizerisches Institut für empirische Wirtschaftsforschung* (SEW) de l'Université de St-Gall publiée le 28 octobre 2013 donne pour la première fois une vue d'ensemble de l'offre à disposition en matière de structures d'accueil extrascolaires et extrafamiliales en Suisse. Le rapport de recherche *Programme national de recherche PNR 60 - Accueil extra-familial des enfants et égalité* peut être téléchargé à l'adresse studiekinderbetreuung.infras.ch.

Pour assurer une politique cohérente, il est important d'étudier cette mesure avec soin. La mise en œuvre des solutions possibles doit cependant être planifiée en fonction de la situation financière du canton de Berne.

Le Conseil-exécutif prend position comme suit sur les trois points abordés dans la motion :

Point 1:

Actuellement, la Direction de l'instruction publique effectue chaque année un relevé des structures d'accueil pour les enfants proposées par les communes pendant les vacances scolaires. Elle interroge également les communes sur les expériences réalisées avec ces centres aérés. Le Conseil-exécutif estime importante et pertinente la demande de l'auteure de la motion selon laquelle le canton devrait réunir des exemples de bonnes pratiques et les faire connaître aux autres communes. Il est donc disposé à étudier sous quelle forme préparer des exemples de bonnes pratiques et les faire connaître de manière à ce qu'ils puissent être mis à profit par toutes les communes.

Point 2 :

La Direction de l'instruction publique a déjà mis en œuvre avec succès une offre de soutien pour les écoles à journée continue. Le Conseil-exécutif estime pertinent d'étudier la possibilité de mettre en place une offre de soutien analogue pour les centres aérés.

Point 3 :

Comme exposé précédemment, le Conseil-exécutif estime qu'il est important, pour des raisons aussi bien sociales, politiques, économiques que financières, de favoriser et de soutenir la création de centres aérés. Le Conseil-exécutif est donc disposé à étudier une participation financière du canton. Pour ce faire, il souhaite analyser différents modèles de financement et systèmes tarifaires et utiliser les résultats de l'enquête réalisée auprès des communes proposant déjà des centres aérés.

A l'instar de l'école à journée continue, le coût d'un centre aéré doit être supportable pour toutes les familles. Il convient donc d'en fixer les tarifs en fonction des revenus des parents.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1: adoption sous forme de postulat

Point 2: adoption sous forme de postulat

Point 3: adoption

Béatrice Stucki, Berne (PS). Ich schmücke mich heute Nachmittag mit fremden Federn: Ich vertrete Ursula Marti, die leider an einer Beerdigung teilnehmen muss. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion war sehr erfreut, als Ursula Marti mit ihrem Vorstoss zu verschiedenen Mitgliedern anderer Fraktionen ging und sie bat, den Vorstoss miteinzureichen. Alle Personen, die sie fragte, sagten zu, von der SP bis zur SVP. Das zeigt, dass die Ferienbetreuung für Schulkinder ein echtes Bedürfnis und auch ein ungelöstes Problem ist. Auch beim Regierungsrat stiess der Vorstoss auf offene Ohren, wie die Antwort der Regierung zeigt. Er anerkennt, dass es eine fachliche Unterstützung durch den Kanton Bern braucht, mit Beratung, Arbeitsinstrumenten und «Best Practice»-Beispielen. Es braucht aber auch eine finanzielle Beteiligung an all den Angeboten von Ferienbetreuung für Schulkinder. Grössere Gemeinden haben längst reagiert und haben Ferienbetreuungsangebote eingerichtet. Nun stehen auch mittlere und kleine Gemeinden unter Zugzwang, weil die Nachfrage nach Ferienbetreuung für Schulkinder sehr gross ist. Das ist nur logisch und selbstverständlich: sie ist die notwendige Ergänzung der Tagesschulen, damit Eltern überhaupt einer Erwerbstätigkeit nachgehen können. Es geht also um Vereinbarkeit von Beruf und Familie. Die Eltern haben meistens vier bis fünf Wochen Ferien, die Kinder hingegen dreizehn bis vierzehn Wochen. Das Ziel muss sein, die gute Abdeckung mit Tagesschulen, wo immer wir sie im Kanton Bern erreicht haben, auf die Ferienbetreuung auszuweiten.

Im Schuljahr 2011/12 hatten 158 Gemeinden oder Gemeindeverbände ein solches Tagesschulangebot. Damit haben heute 83 Prozent aller Schulkinder inklusive Kindergarten im

Kanton Bern die Möglichkeit, eine Tagesschule zu besuchen. Bei der Ferienbetreuung sind es indessen erst 33 Prozent. Das Ziel muss sein, dort, wo eine Tagesschule besteht, auch eine Ferienbetreuung einzurichten. Dabei ist logischerweise wesentlich, dass die Ferienbetreuung für die Eltern finanziell tragbar ist. Das ist nur machbar, wenn sich die Gemeinde und der Kanton beteiligen. Neben dem pädagogischen Wert wurde die Kombination Kita-Tagesschule-Ferienbetreuung auch zu einem Wirtschaftsfaktor: Dies erlaubt beiden Elternteilen, erwerbstätig zu sein und schafft damit einen volkswirtschaftlichen Mehrwert, zum Beispiel in Form von höheren Steuereinnahmen.

Der Regierungsrat nimmt die ersten beiden Ziffern nur als Postulat an. Das bedauern wir ausgesprochen, denn er sagt selbst, dass er sie eigentlich umsetzen will. Nach Rücksprache mit den Mitunterzeichnenden wandelt Ursula Marti die Ziffern 1 und 2 des Vorstosses in ein Postulat. Ziffer 3 bleibt eine Motion. Das entspricht genau dem Vorschlag des Regierungsrats. Wir bitten den Rat um Unterstützung dafür.

La présidente. Les motionnaires sont d'accord avec le Conseil-exécutif et acceptent le point 1 en tant que postulat, le point 2 aussi en tant que postulat et le point 3 en tant que motion. Y a-t-il des contestations? – Oui, donc nous continuons. Je répète encore une fois, pour l'instant seulement les porte-parole de groupe.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). Dieser Vorstoss nimmt eigentlich ein Anliegen auf, das sozusagen das obligate B zum vorangehenden A ist. In weniger kryptischen Worten: Laut Antwort der Regierung ist es dem Kanton Bern ernst mit der Vereinbarkeit von Familie und Beruf, denn die Unterstützung dieses Weges ist offensichtlich nicht nur für die Familien selbst, sondern auch für die Unternehmungen im Kanton Bern und de facto für die Wirtschaft im Allgemeinen gewinnbringend; das ist demnach das A. Wenn es ihm also damit ernst ist, müsste er Hand bieten und die Ferienbetreuung für Schulkinder unterstützen. Das wäre das B. Aus der Antwort ist ersichtlich, dass es ihm in der Tat ernst ist. Herzlichen Dank, das schätzen wir sehr! Mit seiner Antwort öffnet der Regierungsrat die Türe zur Unterstützung der Gemeinden weit, sogar bis hin zur Prüfung einer finanziellen Beteiligung. Dafür danken wir ihm. In dem Sinn unterstützt die EVP den Vorstoss vollumfänglich als Postulat.

Bei der Erfüllung von Ziffer 1, wo es darum geht, «Pest Practice»-Modelle zu sammeln und nutzbar zu machen, bitten wir, dort, wo es sinnvoll ist, eventuell auch über die Kantonsgrenzen hinauszublicken. Nun noch zu einem Partikularinteresse: Die EVP-Fraktion hat eine weitere Bitte, fast ein C nach dem A und dem B: Als Partei, welche die Wahl des Familien- und Arbeitsmodells auch für diejenigen Eltern, Männer und Frauen, die ihre Kinder selbst betreuen, attraktiv gestalten will, bitten wir den Regierungsrat, in die Zukunft zu blicken – nicht unbedingt in die Glaskugel, vielmehr soll er in die Zukunft denken – und auch Modelle wie die bezahlte Mutterschaft für Familienfrauen, die seit 2011 im Kanton Freiburg gilt, in seine Überlegungen miteinzubeziehen.

Natalie Imboden, Berne (Ls Verts). Beim vorliegenden Vorstoss geht es darum, eine Lücke zu schliessen, und zwar beim Erfolgsmodell der Berner Tagesschulen. Sie erinnern sich sicher daran, dass der Grosse Rat beschlossen hat, die Tagesschulen im Kanton Bern einzuführen. Grossrätin Stucki hat es vorhin in Zahlen ausgeführt: Dieses Modell hat sich bewährt. Sogar wenn wir schweizweit schauen, können wir durchaus stolz sein. Es ist fast ein Exportschlager, den der Kanton Bern damit hat. Wir haben ein Tagesschulmodell, das insofern sehr gut ist, als es dort, wo eine Nachfrage besteht, diese deckt, jedoch keine überflüssigen Strukturen schafft. Von daher ist es für sehr viele Eltern in diesem Kanton notwendig, um Beruf und Familie unter einen Hut zu bringen. Weshalb nun dieser Vorstoss? Es geht darum, eine Lücke in diesem Modell zu schliessen, nämlich die Ferien. Die Zahlen wurden genannt: Wer unter Ihnen hat schon vierzehn Wochen Feiern? Ich nehme an, diejenigen, die erwerbstätig sind, haben das nicht. Deshalb ist klar, dass ein Delta vorhanden ist: vierzehn Wochen bei den Kindern und vier bis fünf Wochen bei den Eltern. Die Notwendigkeit, diese Lücke zu schliessen, ist also sehr gross. Die grüne Fraktion ist sehr froh, dass die Regierung bereit ist, das erfreulicherweise überparteilich breit abgestützte Anliegen zu prüfen. Wie vorhin erwähnt wurde, geht es um die Vereinbarkeit von Beruf und Familie. Es geht aber auch darum, alle Leute in den Arbeitsmarkt zu integrieren, die bereit sind, berufstätig zu sein. Dafür braucht es die Möglichkeit, die Kinder auch in den Ferien betreuen zu lassen. Auch bildungspolitisch ist es uns weiterhin ein grosses Anliegen, hier tätig zu sein. Wir sind, wie gesagt, froh, dass der Regierungsrat bereit ist, das Anliegen zu prüfen.

In der Antwort der Regierung ist denn auch zu sehen, dass sie bereits konkrete Pläne im Kopf hat. Man merkt, dass es ihr ernst ist. Wir sind daher bereit, dem Vorschlag der Regierung zu folgen und den Vorstoss teilweise als Postulat und teilweise als Motion zu überweisen. Wichtig ist uns, dass nebst der «Pest Practice» und der Nachfrage genau geprüft wird, wer das Angebot benötigt und wie die Eltern informiert werden. Es ist den Grünen zudem ein Anliegen, dass die Finanzierungsmodelle verträglich ausgestaltet werden. Wir wissen, dass man sich dreimal überlegen muss, ob es sich wirklich lohnt, wenn die Wahl eines solchen Modells sehr teuer ist, oder ob es besser wäre, eine andere Lösung zu finden. Von daher ist es uns ein Anliegen, gute Finanzierungsmodelle zu wählen. Deshalb sind wir froh, dass der Regierungsrat bereit ist zu prüfen, ob es möglich ist, über die ASIV eine Lösung zu finden. Wir unterstützen den Vorstoss mit Herzblut und hoffen auf eine breite Unterstützung. Das wäre sicher ein gutes Signal, um diese Lücke zu schliessen.

Eva Baltensperger, Zollikofen (PS). Was die Motion verlangt, ist auch ein Verfassungsauftrag, den wir haben. Artikel 39 Absatz 4 der Kantonsverfassung verpflichtet den Kanton und die Gemeinden, die Vereinbarkeit von Erwerbstätigkeit und Betreuungsaufgaben zu fördern. Das fehlende Betreuungsangebot während der vielen Schulferienwochen erfüllt diesen Auftrag offensichtlich nicht. Das ist dem Kanton aber bewusst: Im Internet ist eine Plattform speziell für die Vereinbarkeit von Familie und Beruf zu sehen, auf die von allen Direktionen verwiesen wird. Dort findet man eine Vielzahl von Argumenten, und es werden auch fast alle angesprochen: Eltern, Unternehmen und Gemeinden. Dort kann man auch lesen, dass dies ein Resultat der Umsetzung von Massnahme Nr. 6 der kantonalen Wachstumsstrategie – kantonale Wachstumsstrategie, nicht Familienpolitik – sei, welche die Förderung der Vereinbarkeit von Familie und Beruf zum Ziel hat. Nachdem nun in ein Postulat gewandelt wurde, kann ich mich kurz fassen: Die Argumente auf der Plattform und auch die Antwort des Regierungsrats gehen vollständig in die Richtung der Motion. Dass dafür dennoch nur ein Postulat verlangt wird und dass in den einzelnen Fraktionen offenbar keine Mehrheit für eine Motion gefunden werden konnte, ist aus meiner Sicht sehr bedauerlich. Wir haben das in der Fraktion nicht abgesprochen. Wir unterstützen selbstverständlich auch das Postulat, so, wie wir auch die Motion unterstützt hätten. Wir bitten den Rat, wenigstens das Postulat zu unterstützen und bei Ziffer 3 die Motion, die allerdings auch fast nur ein Postulat ist, da es um eine Prüfung geht.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (UDC). Grossrätin Marti verlangt in ihrer Motion auf der einen Seite, dass der Kanton den Gemeinden beim Aufbau von Angeboten für die Ferienbetreuung von Schulkindern mit Rat und Tat zur Seite steht, und auf der andern Seite, dass der Kanton den Gemeinden hilft, diese Ferienbetreuungsangebote zu finanzieren. In diversen grösseren Gemeinden rund um Bern, in Bern selbst sowie in Thun wird Ferienbetreuung für Schulkinder bereits angeboten. Andere Gemeinden haben ein Angebot auf die Beine gestellt; das Ferienbetreuungsangebot wurde in den Gemeinden zum Teil jedoch mangels Nachfrage kurzfristig abgesagt. Wir wissen, dass in den meisten Gemeinden die Plätze limitiert sind. Die Kosten beziehungsweise die Tarife sind von Gemeinde zu Gemeinde unterschiedlich. In den meisten Anbieterorten wird Ferienbetreuung von der Gemeinde subventioniert. Es gibt aber auch Gemeinden, welche die Ferienbetreuung analog zu den Tagesschultarifen oder kostendeckend anbieten.

Die Motionärin wie auch der Regierungsrat erwähnen in ihren Begründungen unter anderem, dass die Ferienbetreuung eine wichtige Verbindung zwischen Familien und Beruf sei. Sie diene damit der Wirtschaft und mache den Kanton Bern als Standort attraktiver. Familienergänzende Kinderbetreuung ist für berufstätige Eltern wichtig. Das sehe auch ich so. Ich bezweifle jedoch, dass das Ferienbetreuungsangebot der Gemeinden matchentscheidend ist, ob eine Mutter berufstätig ist oder nicht. Der Regierungsrat erwähnt in seiner Stellungnahme, er sei bereit, einen Beitrag zu leisten, damit die Vereinbarkeit von Familie und Beruf auch während der Ferienzeit optimiert werden könne. Die Umsetzung möglicher Lösungen müsse aber unter Berücksichtigung der finanziellen Situation des Kantons Bern geplant werden. Da die finanzielle Situation des Kantons nach wie vor alles andere als rosig ist, befremdet es uns etwas, dass der Regierungsrat Ziffer 3, wonach eine Beteiligung des Kantons an der Finanzierung der Ferienbetreuung zu prüfen sei, als Motion annimmt. Die Finanzierung würde wahrscheinlich über den Lastenausgleich erfolgen. Ist es aber wirklich richtig, dass vor allem die Städte und die Agglomerationsgemeinden profitieren, und sich die Landgemeinden, die keinen Nutzen haben, an den Kosten beteiligen müssen? Die SVP-Fraktion ist deshalb grossmehrheitlich der Meinung, dass jede Gemeinde und jede Stadt selbst entscheiden

soll, ob sie Ferienbetreuung für Schulkinder anbieten will, und wenn ja, wie und in welchem Umfang. Zudem soll die Gemeinde ein solches Angebot selbst finanzieren. Dies umso mehr, als nebst den Gemeindeangeboten eine Vielzahl von andern Angeboten wie der Ferienpass, der Fäger, Angebote der Kirchen, der Jungschar, der Pfadi, der Jugendarbeit und von Privaten in der Ferienzeit bereitstehen. Die SVP-Fraktion lehnt die Ziffern 1 und 2 als Postulat und Ziffer 3 als Motion grossmehrheitlich ab.

Stefan Oester, Belp (UDC). Die Ferienbetreuung für Schulkinder: Unterstützung der Gemeinden durch den Kanton. Es ist unbestritten, dass dies für gewisse Leute notwendig ist und dass das Anliegen bekannt ist. Die Argumente von Chancengleichheit, Vereinbarkeit von Familie und Job, gute Arbeitskräfte für die Unternehmen, Wirtschaftsförderung sind alles Fakten, die auf dem Tisch liegen und unbestritten sind. Auf der andern Seite haben wir gerade heute Morgen gehört, wie wir immer noch um die finanziellen Mittel ringen. Und das wiederum steht dem Anliegen entgegen. Ich war persönlich in der glücklichen Lage, dass ich meine Kinder nicht in eine Ferienbetreuung schicken musste. Vielmehr war der Wert, den ich hatte, indem ich die Ferien mit ihnen verbrachte – ohne, dass ich vierzehn Wochen Ferien gehabt hätte –, für mich sehr wichtig. Dieses Argument war bisher nicht zu hören. Wir haben immer nur Wirtschaft, Chancengleichheit sowie Vereinbarkeit von Familie und Job gehört. Aus diesen Gründen wird die EDU diesem Anliegen nicht zustimmen.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Unsere Begeisterung für diese Motion hält sich in Grenzen. Wir sind der Meinung, dass die Kinderbetreuung in erster Linie bei den Eltern liegt. Und ist bewusst, dass es heute Frauen gibt, die berufstätig sind, und dass die Kinder betreut werden müssen. Deshalb soll sich aus unserer Sicht zunächst einmal die Gemeinde darum kümmern. Da möchte ich mich der SVP anschliessen – ungern, aber ich mache es. Als letzte Instanz kommt der Kanton, der eingreifen kann. Das erachten wir als suboptimal. Dennoch fällt uns kein Zacken aus der Krone, wenn wir mehrheitlich die Ziffern 1 und 2 annehmen werden und ebenso Ziffer 3. Es soll alles drangesetzt werden, dass die Kinder in den Ferien betreut werden. Wir sagen ja, weil wir davon ausgehen, dass sich die finanzielle Beteiligung des Kantons im Minimum halten wird.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). In unserer Fraktion wurde diese Motion sehr kontrovers diskutiert. Einerseits wird im Bericht der GEF zur Umsetzung des Familienkonzepts, dem der Rat gestern zugestimmt hat, in der Zusammenfassung folgende Massnahme priorisiert: «Die Vereinbarkeit von Familie ermöglichen, unter anderem mit einem ausreichenden Angebot an öffentlichen Betreuungsangeboten.» Diesen Bericht haben wir also zur Kenntnis genommen. Ich bin aber auch überzeugt, dass wir das in der Praxis umsetzen wollen. Dazu einige Stichworte: Fachkräftemangel; teuer ausgebildete Mütter oder Väter, die nicht im Beruf tätig sind; Kinder auf der Strasse können Folgekosten verursachen, müssen aber nicht, und dergleichen mehr. Damit auch während der Schulferien die Betreuung von Kindern, deren Eltern arbeiten wollen oder müssen und keine dreizehn Wochen Ferien haben, sichergestellt ist, spricht alles für die Motion.

Andererseits: Ist das die Aufgabe des Kantons? Beschneidet der Kanton nicht die Eigeninitiative von Gemeinden und Privaten, wenn er das übernimmt? Es gibt nämlich Gemeinden, die das Angebot haben, und zwar ohne Geld und ohne Auftrag des Kantons. Wenn es vom Kanton kommt, wird die Forderung nach pädagogisch ausgebildeten Personal wie bei den Tagesschulen laut und es wird sofort teuer: Wollen wir das? Oder kann sich das der Kanton Bern leisten? Letztlich hat die BDP-Fraktion bei allen drei Ziffern den Antrag des Regierungsrats übernommen und stimmt ihm mit einer guten Mehrheit zu.

Eva Desarzens-Wunderlin, Boll (PLR). Die FDP betrachtet es pragmatisch und stimmt dem Vorstoss als Postulat zu. Es heisst, der Kanton solle den Gemeinden «Best Practice» zur Verfügung stellen. Es geht nicht darum, dass der Kanton die Angebote selbst macht. Ich finde es richtig und wichtig, dass diejenigen Gemeinden, welche die Möglichkeiten haben, es anbieten. Das sieht die ganze Fraktion so. Alle Eltern, jede alleinerziehende Person geniesst es, wenn sie die Ferien mit den eigenen Kindern verbringen kann. Wir haben jedoch, wie bereits mehrfach erwähnt wurde, nicht dreizehn Wochen Ferien. Und auch die Pfadi und die SeWi reichen nicht aus; es braucht andere Möglichkeiten, damit die Erziehenden ruhig arbeiten gehen können und die Sicherheit haben, dass es ihrem Kind in der Zeit, in der sie weg sind, gut geht. Weshalb soll der Kanton die Webpage, die er bereits hat, nicht weiter ausbauen und die Informationen, die er bezüglich der Möglichkeiten für

Kinder und Jugendliche während der Ferienzeit erhält, dort zusammenfassen? Deshalb unterstützen wir die Motion als Postulat.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Die SP-Frauen organisierten gestern eine Weiterbildung mit Peter Stämpfli von Fokus Bern für die ganze Fraktion. Das war sehr interessant. Wir haben gute Sachen gehört. Etwas ist mir besonders hängengeblieben. Peter Stämpfli sagte uns, dass das Thema Familie und Kinderbetreuung ganz einfach zu lösen wäre: Die Frauen sollten sich vereinbarkeitstaugliche Männer aussuchen. Wenn ich mich nun in diesem Gremium umsehe, habe ich den Eindruck, es sei wohl nicht mancher vereinbarkeitstaugliche Mann anwesend. Oder allenfalls hätten viele von euch gar keine Kinder, wenn man dieses Kriterium aus der Wirtschaft ernst nehmen würde.

Aber Spass beiseite: Es geht hier um ein ernsthaftes Anliegen. Wir haben einerseits einen Verfassungsauftrag, und andererseits geht es darum, eine Lücke zu schliessen. Diese Lücke besteht aus fünf bis sechs Wochen Ferien, die nicht betreut sind. Man kann bekanntlich nicht verlangen, dass vier Wochen der Vater Ferien nimmt und vier Wochen die Mutter und den Rest die Grosseltern übernehmen. Das sind Realitäten, die nicht möglich sind. Und noch etwas: Es wurde angeführt, wirtschaftlich sei das für den Kanton Bern nicht tragbar. Liebe Kolleginnen und Kollegen, es gibt zahlreiche Untersuchungen, die bestätigen, dass pro Franken, der in die Kinderbetreuung investiert wird, drei bis vier Franken zurück an das Gemeinwesen fliessen. Wir können uns das also längstens leisten. Es ist eine Frage des politischen Willens. Noch eine letzte Bemerkung: Es ist eigenartig, dass sich zu diesem Thema vor allem Frauen äussern. Ich hatte immer gehofft, es trete auch mal ein Mann ans Rednerpult. Der einzige Mann, der sich gemeldet hat, ist Mitglied einer Fraktion, die keine Frauen aufweist. Muss ich noch mehr sagen? – Es ist wohl offensichtlich, worum es hier geht. Ich bitte den Rat um Zustimmung.

Irma Hirschi, Moutier (PS). Je vous demande instamment de soutenir cette motion. J'ai un peu de la peine à suivre l'argumentation de l'UDC. Si je prends l'exemple de ma ville, Moutier, l'école à journée continue connaît un succès croissant et sa fréquentation explose. D'autre part, nous offrons depuis toujours une structure pendant les vacances scolaires, et cela a évidemment un coût. Le soutien actif du canton aux communes est donc une nécessité pour les soulager. J'insiste, je vous remercie de soutenir les trois points de cette motion, 1 et 2 sous forme de postulat et 3 sous forme de motion.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Ich kann das Votum der SVP nicht ganz nachvollziehen, wonach nur die Städte profitieren können sollen, denn auch in den ländlichen Regionen wohnen und leben Familien. Einige Berner Grossrätinnen und Grossräte haben wie ich an der interparlamentarischen Konferenz Nordwestschweiz Ende Oktober in Solothurn teilgenommen. Thema an der Konferenz war der Fachkräftemangel, der in der Wirtschaft schon heute ein Problem darstellt, weil der hohe Bedarf kaum gedeckt werden kann. Ab dem Jahr 2020 wird sich die Situation aufgrund der demografischen Entwicklung weiter zuspitzen. Die IPK diskutierte gemeinsam mit den eingeladenen Expertinnen und Experten wirkungsvolle Strategien zur Bewältigung dieses Fachkräftemangels. Die Referentinnen und Referenten zeigten deutlich auf, dass das inländische Potenzial noch stärker ausgeschöpft werden sollte. Das sei die günstigste und beste Variante, eben vor der Zuwanderung. Auch wo sich dieses inländische Potenzial versteckt, wurde aufgezeigt: vorwiegend bei den Frauen in der Schweiz, die, wie Grossrätin Kipfer ausführte, gut und teuer ausgebildet wurden, aufgrund der familienpolitischen Strukturen jedoch meist nur in Kleinstpensen berufstätig sind. Gut ausgebildete Frauen sollten nicht in der beruflichen Versenkung verschwinden. Wenn man das brachliegende inländische Potenzial besser ausschöpfen will, muss man nun die Konsequenzen ziehen und handeln, denn es geht um ein gesamtgesellschaftliches Anliegen. Das bedeutet, dass endlich die nötigen Strukturen geschaffen werden und dass man konkret für eine bessere Vereinbarung von Beruf und Familie einsteht. Mit flexibleren Arbeitszeiten, Kinderbetreuung, Tagesschulangeboten und eben auch mit der Ferienbetreuung, die ganz wichtig ist, können Familien und vor allem die Frauen konkret in ihrer Erwerbstätigkeit gefördert werden, sodass sie besser ins Berufsleben integriert sind und am Arbeitsmarkt partizipieren können. Damit sollen sie ermutigt werden, ihre Kleinstpensen zu erhöhen. In einem zweiten Schritt sollte man zudem die steuerlichen Negativanreize für Zweitverdienende, von denen ebenfalls vor allem Frauen betroffen sind, beseitigen, damit sich Arbeit für alle lohnt. Dies als Nebenbemerkung.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Ich wollte eigentlich nicht nach vorn kommen. Doch nun habe ich vielleicht einen Lösungsvorschlag. Deshalb komme ich trotzdem nach vorn. Man sollte sowieso für die kleineren Kinder der Unterstufe keinen derart gedrängten Stundenplan haben. Nach Lerntheorie weiss man schon lange, dass verteiltes Lernen gutes Lernen ist. Vielleicht sollte man anstelle der langen Ferien die Schullektionen besser verteilen. Mein Enkel in der dritten Klasse hat schon zweimal fünf Lektionen am Morgen. Das ist eine totale Überforderung. Das würde das Problem der familienexternen Kinderbetreuung lösen. Zudem zahlt der Kanton Bern bereits mit den Tagesschulen 14 Mio. Franken an die familienexterne Kinderbetreuung. Die Gemeinden zahlen 6 Mio. Franken. Das finde ich sehr viel. Ausserdem ist das ein etwas undifferenziertes Argument, das ständig vorgebracht wird, wonach das Geld aus der Wirtschaft doppelt und dreifach zurückkomme, wenn man die Kinder ausserfamiliär betreuen lasse. Man müsste auch einmal untersuchen, wie viele Defizite diese Kinder haben, die im Unterstufen- und Kindergartenalter von zu Hause wegkommen, obwohl sie gerade in diesem Alter eine Eins-zu-eins-Betreuung nötig hätten. Das ist erwiesen und aus der Entwicklungspsychologie bekannt. Es führt zu Defiziten, wenn sie sich dauernd in die Gruppe einordnen und ihre Bedürfnisse zurückstellen müssen. Man müsste einmal ganz genau untersuchen, welche Kosten das verursacht.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die Tagesschulen sind ein Erfolgsmodell für unseren Kanton. Im Jahr 2008 hat der Grosse Rat einstimmig eine Vorlage abgenommen, die zur Folge hatte, dass wir die Gemeinden bei Tagesschulmodulen im Rahmen des Volksschulunterrichts unterstützen. Die Umsetzung verläuft weitgehend problemlos in unserem Kanton. Auch die Kosten haben wir im Griff. In der Frage der Tagesbetreuung während der Volksschulzeit dürfen wir festhalten, dass der Kanton Bern vorbildlich ist und eine Lösung gewählt hat, die in einer Struktur, wie sie unser Kanton aufweist, auch wirklich funktioniert. Es handelt sich weder um eine schematische noch um eine ideologische Lösung, sondern um eine pragmatische, gute Lösung. Darauf dürfen wir stolz sein.

In der Tagesbetreuung gibt es indessen eine Lücke, und zwar während der Ferien: Für Eltern, die darauf angewiesen sind, das ganze Jahr über berufstätig zu sein, sind die Schulferien, in denen die Kinder nicht betreut werden, ein Problem. Zudem liegt diese Kinderbetreuung auch im Interesse des Staats und der Wirtschaft, damit das Arbeitskräftepotenzial genutzt werden kann. Die Motion sagt relativ allgemein, was man alles prüfen bzw. besser machen könnte. Die ersten beiden Ziffern wurden nun in ein Postulat gewandelt. Die Ziffer 3, in der es um die Finanzierung geht, entspricht ohnehin einem Prüfungsauftrag. Es ist daher richtig, einmal zu prüfen, wie der Kanton die Gemeinden besser unterstützen könnte, damit sie diese Betreuung auch während der Ferien anbieten könnten. Zum einen gibt es, wie wir gehört haben, vielleicht die Möglichkeit einer Plattform, auf welcher die Eltern solche Angebote besser sehen und abrufen können. Ein zweiter Punkt, der genannt wird, betrifft Beratungen und Unterstützung der Gemeinden. Man wird prüfen müssen, ob der Kanton wirklich eine Beratungs- und Unterstützungsfunktion hat, denn dafür braucht es Personal. Schliesslich verlangt die Motion auch die Prüfung einer Beteiligung des Kantons an der Finanzierung der Ferienbetreuung, zum Beispiel im Rahmen der ASIV oder ähnlich wie bei den Tagesschulen in der Volksschulgesetzgebung. Ich kann heute nicht sagen, ob dies wirklich eine sinnvolle Lösung ist. Wir wollen jedoch sicher kein systematisches, strukturiertes Angebot während der ganzen Ferien. Vielmehr müssen wir feststellen, was heute in den Gemeinden bereits angeboten wird und wie wir mit wenig Aufwand die Situation verbessern können. Das Ergebnis dieser Prüfung kenne ich heute noch nicht. Wenn die ersten beiden Ziffern des Vorstosses als Postulat überwiesen werden und der dritte Punkt, der ohnehin ein Prüfungsauftrag ist, als Motion, werden wir das Projekt anpacken und werden prüfen, wie die Betreuungssituation in den Ferien verbessert werden könnte. Danach werden wir dem Grossen Rat Vorschläge unterbreiten, zu denen er sich äussern kann. Es wäre meines Erachtens sinnvoll, wenn sich der Kanton überlegen würde, wie die Situation auf eine pragmatische, gute Art verbessert werden könnte – wie 2008, als der Grosse Rat ebenfalls einverstanden war.

La présidente. Nous passons tout de suite au vote. Nous avons trois points, les premier et deuxième points en tant que postulat et le troisième en tant que motion. Ceux qui acceptent le premier point en tant que postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 98

Non 54

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce premier point. Ceux qui acceptent le deuxième point en tant que postulat votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 99

Non 54

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté ce deuxième point. Nous passons au troisième point en tant que motion. Ceux qui acceptent ce troisième point en tant que motion votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 94

Non 57

Abstentions 1

La présidente. Vous avez accepté ce troisième point en tant que motion.